



CONFERENCE MONDIALE DES PEUPLES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



- Considérant que le changement climatique représente une menace réelle pour l'existence de l'humanité, des êtres vivants et de notre Terre-Mère telle que nous la connaissons aujourd'hui ;

- Constatant le grave péril pour les îles, les zones côtières, les glaciers de l'Himalaya, les Andes et les montagnes du monde, les pôles, les régions chaudes comme l'Afrique, les sources d'eau, les populations affectées par les désastres naturels croissants, les plantes et les animaux, et tous les écosystèmes en général.

- Etant évident que les plus affectés par le changement climatique seront les plus pauvres de la planète qui verront leurs foyers détruits, ainsi que leurs moyens de survie et seront obligés de migrer et de chercher refuge ;

- Confirmant que 75% des émissions historiques de gaz à effet de serre proviennent des pays irrationnellement industrialisés du Nord ;

- Regrettant l'échec de la Conférence de Copenhague dû à la responsabilité des pays appelés « développés » qui ne veulent pas reconnaître la dette climatique qu'ils ont envers les pays en voie de développement, les futures générations et la Terre-Mère ;

- Réaffirmant la nécessité de lutter pour la justice climatique ;

- Reconnaisant la nécessité d'assumer des actions urgentes afin d'éviter de plus grands désastres et souffrances à l'Humanité, à la Terre-Mère et de rétablir l'harmonie avec la nature ;

- Et célébrant la Journée International de la Terre-Mère,

Le gouvernement de l'Etat Plurinational de Bolivie convoque les peuples et mouvements sociaux et les défenseurs de la Terre-Mère du monde, invite les scientifiques, académiciens, juristes et gouvernements qui souhaitent travailler avec leurs peuples à la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre-Mère qui aura lieu du 20 au 22 avril 2010 à Cochabamba en Bolivia.

La Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre-Mère a pour objectifs :

- 1) Analyser les causes structurelles y systémiques qui provoquent le changement climatique et proposer des mesures de fond qui rendraient possible le bien-être de toute l'Humanité en harmonie avec la nature.
- 2) Discuter et se mettre d'accord sur le projet de Déclaration Universelle des Droits de la Terre-Mère.



ETAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
DELEGATION PERMANENTE AUPRES DE L'UNESCO

- 3) Se mettre d'accord sur les propositions de nouveaux engagements pour le Protocole de Kyoto et pour les futures décisions de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique. Ces propositions guideront l'action des gouvernements engagés sur la voie des négociations à propos du changement climatique et dans toutes les sphères des Nations Unies sur les thèmes suivants :
 - a) dette climatique.
 - b) migrants-réfugiés du changement climatique.
 - c) réduction des émissions.
 - d) adaptation.
 - e) transfert des technologies.
 - f) financement.
 - g) forêts et changements climatiques.
 - h) vision partagée.
 - i) peuples indigènes
 - j) autres.
- 4- Travailler pour organiser un Référendum Mondial des Peuples sur le changement climatique.
- 5- Analyser et tracer un plan d'action en vue de la constitution d'un Tribunal pour la Défense du Climat.
- 6- Définir les stratégies d'action et de mobilisation pour la défense de la vie face au changement climatique et pour les Droits à la Sauvegarde de la Terre-Mère.

Bolivie, le 5 janvier 2010

Evo Morales Ayma
Président de l'Etat Plurinational de Bolivie